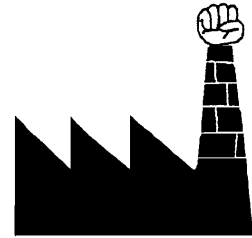


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Horoscope 2004

Une fois n'est pas coutume : ACC a consulté sa voyante préférée et attitrée pour savoir ce que la nouvelle année allait nous réserver comme bonnes et mauvaises surprises. Autant le dire tout de suite, l'avenir immédiat est sombre ; et l'avenir lointain l'est plus encore.

Dans sa boule de cristal, notre Madame Irma a tout d'abord vu que le FN allait une fois de plus créer la surprise lors des élections régionales puis européennes du printemps prochain. Nous lui avons répondu que cela ne nous étonnait pas, porté qu'est le FN par les effets insécuritaires (sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale) de la politiques néo-libérale de Raffarin, le fondé de pouvoir du MEDEF; et le discours et gesticulations sécuritaires de Sarkozy, le roi des Pandores. Madame Irma a cependant ajouté que les manifestations de rue et manœuvres d'appareil entre les deux tours ne réussiraient peut-être pas à éviter que le FN ne s'empare de l'un ou l'autre Conseil régional.

Puis sa boule de cristal lui a indiqué que tout ce remue-ménage politique n'empêcherait pas, bien au contraire, au cours de l'été, le gouvernement de faire subir à l'assurance maladie une contre-réforme libérale de même ampleur que celle qu'il a imposée l'an dernier à l'assurance vieillesse. A cette différence près que les effets ne mettraient pas des années à se faire sentir: c'est immédiatement qu'il faudra s'habituer à l'idée qu'être malade ne sera plus une raison suffisante de se soigner, surtout pour ceux qui n'en auront plus les moyens par eux-mêmes.

A ce moment de la consultation, l'équipe d'ACC a manifesté une certaine impatience. Nous n'étions pas venus pour entendre ce que nous savions déjà. Patience, nous dit-elle, le pire est à venir.

2004 sera aussi l'année de la réélection de Bush et de son équipe de croisés d'extrême droite. Pour assurer cette réélection, les Etats-Unis auront franchi plusieurs degrés dans l'implication militaire au Moyen Orient ; et surtout dans la mise en scène de la menace terroriste partout dans le monde qu'il contrôle. De quoi terroriser les populations, les divertir de leurs réels problèmes ; et ramener dans les rangs les quelques gouvernements qui ont fait mine de ne pas souscrire et vouloir participer à leur croisade. Tout en continuant par ailleurs à torpiller économiquement et politiquement l'Europe, leur rival immédiat.

Pour le reste, *business as usual* nous dit Madame Irma (qui s'est mis au *basic English* depuis que sa clientèle s'est elle aussi internationalisée) : les affaires continueront. Le capital continuera à se valoriser sur le dos des travailleurs qu'il exploite ; à paupériser et marginaliser ceux qu'il ne peut pas ou n'a pas besoin d'exploiter ; à saccager la planète en détruisant écosystèmes locaux et globaux. Les Etats continueront à assurer l'ordre, y compris en massacrant et en accumulant les moyens de destruction massive. Et les religions à enfumer l'esprit des peuples, en les incitant tantôt à la résignation abêtissante tantôt à la révolte aveugle.

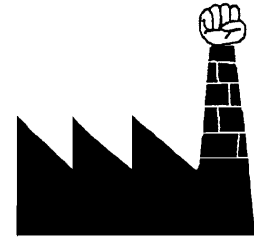
Quant aux révolutionnaires du monde entier, ils continueront à rêver du Grand Soir, ajouta perfidement Madame Irma à notre endroit. Avant de s'apercevoir que nous ne l'écoutions plus et que nous avions déjà levé le camp. Car décidément, elle n'avait rien à nous apprendre. En sortant de sa baraque de foire, l'un de nous lança, citant Erik Satie : « *Bien que nos informations soient fausses, nous ne les garantissons pas !* »



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Pas d'abstention au 3^{ème} tour !

A la différence de ses trois précédentes expériences gouvernementales depuis son échec en 1981 – 3 expériences avortées puisque la victoire électorale avait aussitôt tourné en défaite sociale : dérouté de Chirac à l'hiver 86, louvoiements des années Balladur (93-95), reculades de Juppé en 95 - la droite chiraquienne est cette fois-ci contrainte de ne pas reculer. Sommée par son commanditaire, le MEDEF, de ne plus rien céder, elle exécutera sa besogne, quelles qu'en soient pour elle les conséquences institutionnelles. Coûte que coûte, telle est la devise de ce gouvernement.

C'est pourquoi, attendre du rapport de forces électoral entre les partis politiques qu'il modifie le rapport de forces social, c'est prendre le risque de nouvelles déroutes. Certes la mobilisation souhaitée, lors du prochain scrutin, d'une partie des classes populaires peut contribuer à renforcer la combativité collective du salariat. Mais le jeu électoral n'a jamais été qu'un reflet très partiel des antagonismes entre les classes sociales. Le combat doit en même temps, d'abord et surtout être mené sur le seul terrain décisif, celui de la lutte des classes, et avec les armes du mouvement social (grève, manifestations, occupations...)

En effet, ce n'est pas du ravalement des façades régionales de l'ex-gauche plurielle ou de l'une ou l'autre de ses victoires dans quelques baronnies locales que va naître une résistance au saccage des conquêtes sociales mené à la hussarde par la clique des soudards et pillards de l'UMP. Ce ne sera pas non plus l'une ou l'autre prouesse de l'alliance électorale LO-LCR qui y contribuera beaucoup plus. "Faire reculer le patronat et le gouvernement" annoncent leurs affiches électorales. Soit ! Mais ils savent pourtant que ce n'est pas un bulletin de vote qui les fera reculer - ni même 10% des bulletins de vote exprimés - quand plus deux millions de manifestants et plusieurs semaines de grève reconductible n'y sont pas parvenus en juin dernier.

Même si les circonstances et les options idéologiques diffèrent, faut-il rappeler qu'en 1981, avec 15% au premier tour, une organisation autrement nombreuse, structurée et implantée, et avec l'appui de l'appareil de la CGT d'alors, le PC n'a pas empêché le tournant de la rigueur, les liquidations industrielles et les revirements successifs du "socialisme du possible" de Mitterrand... Autre époque et autre lieu pour un scénario aussi désespérant et qui devrait autant inciter à la réflexion : au Brésil, après 18 mois d'expérience Lula, que reste-t-il des perspectives ouvertes par la victoire électorale massive du Parti des Travailleurs et la participation gouvernementale de ministres trotskistes ?...

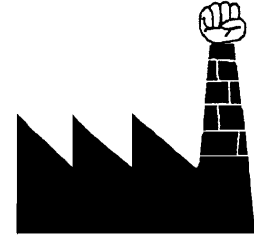


Le mouvement de mai-juin dernier a rappelé la capacité de mobilisation du salariat français - et ce, alors que ce ne fut qu'une partie de ce salariat qui a pris part au mouvement. Son échec sur sa revendication directe a en même temps rappelé ses faiblesses et impasses ainsi que ses difficultés à échapper au contrôle des appareils syndicaux et de leur logique bureaucratique. Toutefois, c'est bien plus en tirant les leçons de cette expérience encore chaude dans les conflits sociaux qui s'annoncent (défense de la Sécu, des services publics, du droit du travail..), en se donnant les moyens d'une organisation autonome du mouvement social, qu'il est possible de mener des luttes victorieuses pour reconquérir ce qui a été perdu - et gagner ce qui ne l'a jamais été.

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Un théâtre d'ombres

Comme en écho à l'éditorial de février dernier dans lequel nous écrivions que « *quelle que soient pour elle les conséquences institutionnelles, la droite exécutera sa besogne* », Fillon déclarait, dès le soir du 1er tour, « *Nous continuerons, quel que soit le résultat des élections* ». En moins de deux ans, 2002 et 2004, les deux gouvernements du pays ont été successivement défaits sur le terrain électoral. A deux reprises le salariat aura dit la même chose : « *Nous ne voulons pas d'une politique de droite* ». Aux présidentielles ce n'est pas la gauche qui a perdu mais la politique de droite du gouvernement Jospin qui a été récusée. De même, lors de ces régionales, c'est la droite qui a perdu et non la gauche qui a gagné. Et c'est certainement cette même volonté de classe de battre la droite qui explique le recul de LO-LCR au premier tour, cette alliance qui n'ouvrait d'autre perspective immédiate que le risque d'une victoire par défaut de l'UMP.

Avec moins de 10% des inscrits au premier tour, 1,3 million d'électeurs perdus en 2 ans, toutes les régions à gauche sauf l'Alsace (heureusement pour la droite que l'Alsace n'est plus allemande !), le gouvernement prétend pourtant poursuivre voire accélérer sa politique. Une politique d'autant plus autoritaire et brutale qu'elle sera celle d'un pouvoir aux abois ! Cette nouvelle débâcle d'un parti de gouvernement sans que l'opposition ait mise en avant un quelconque projet, programme ou leader, manifeste la profondeur de la crise politique et sociale. Ces élections auront en effet montré que les luttes institutionnelles ne parviennent plus à remplir leur fonction d'écran au conflit de classe qui oppose le salariat au patronat. Car si chacun avait depuis longtemps compris que Raffarin n'était que le porte-parole des intérêts de Seillière et de la clique du Medef, les régionales auront contraint une "gauche" parlementaire, à travers son slogan « *Stop au gouvernement* », à dévoiler que sur le fond elle n'a rien à proposer aux exploités.



Encore moins aujourd'hui qu'en 1981, aucun jeu d'alternance électorale en France ne peut répondre à l'exigence de défense et de reconquête des droits collectifs et sociaux du salariat. Car, sous la pression du capital transnational, toutes les institutions européennes (UE) et internationales (FMI, OMC, AGCS...) organisent et imposent leur démantèlement au niveau mondial.

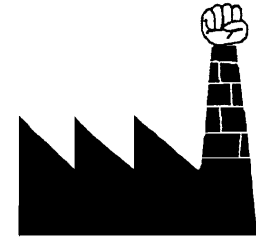
Depuis un an c'est sur le mouvement social et sur lui seul que reposent espoirs et responsabilités : Il lui faudra déjouer les illusions de la victoire électorale de la droite socialote - ce ne sera peut-être pas trop difficile ; débusquer les équivoques des directions syndicales confédérales - ce qui sera déjà plus délicat, mais surtout se donner les moyens programmatiques et pratiques (par l'organisation à la base de comités de résistance à la casse sociale) de mener des luttes victorieuses sur les fronts à venir: Sécu, droit du travail, services publics, etc.

Au fond, le 28 mars 2004 risque de répéter et prolonger le 10 mai 81 : répéter l'illusion d'une victoire électorale qui se terminera par une amertume sociale ; prolonger, au seul profit du Capital, la prise de contrôle par le PS de « l'appareil d'Etat centralisé » par celle de « l'appareil d'Etat délocalisé ». A moins que l'irruption du mouvement social ne parvienne à bouleverser une donne institutionnelle aujourd'hui verrouillée.

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Ne pas laisser faire les spécialistes !

Après sa victoire aux élections régionales et cantonales, le Parti Socialiste pavoise. Les médias lui font de nouveau de l'oeil. Raffarin promet de le consulter pour la mise en oeuvre du cadeau empoisonné que constitue la décentralisation. Le PS se découvre même des accents d'opposant en menaçant de bloquer la politique de transfert des compétences vers les régions et les départements si les crédits ne suivent pas et en se proclamant débouché politique des luttes sociales. Oublié le bilan de 23 ans de politique sociale-libérale depuis 1981, le consensus avec la droite sur la sécurité et les retraites, la libéralisation de l'économie, la construction capitaliste de l'Europe. Pourtant le retour en grâce a tout de la victoire par défaut. Le rejet de la politique de la droite ne vaut pas adhésion pour un parti qui ne propose aucune alternative.

Lors de sa dernière prestation télévisée, Chirac a endossé les habits de son ancien Premier ministre Jospin pour nous dire que la droite comptait faire preuve de plus d'humanité avec celles et ceux qu'elle fait souffrir. Ses reculs tactiques (chômeu(se)rs, intermittent(e)s, chercheu(se)rs...) et la compassion déversée par Supermateur, visent à gagner du temps sans trop gêner le Medef qu'il fera patienter jusqu'au 13 juin, ainsi qu'à éviter une colère sociale généralisée. Et pour faire diversion, la droite s'interroge sur l'opportunité d'ouvrir un contre-feu en axant sa campagne pour les Européennes sur le refus d'intégrer la Turquie dans l'UE, comme Le Pen et De Villiers, qui ont déjà entamé leur campagne xénophobe antiturcs.

Le PS, quant à lui, est bien embarrassé sur la question de la constitution européenne. Ayant voté la plupart des directives libérales au Parlement européen, favorable à quelques détails près au texte du projet de constitution, il va devoir s'adonner à un numéro d'équilibriste pour ne pas se couper de la partie de son électorat qui l'a sanctionné le 21 avril 2002 pour sa politique de droite et qui a sanctionné Raffarin pour les mêmes raisons les 21 et 28 mars 2004.

Si la véritable sanction de cette politique libérale ne peut donc venir du vote PS, elle ne viendra pas nécessairement de la liste LO-LCR, les deux organisations étant en désaccord sur les questions européennes. De plus, leur campagne ne dépassera pas le cadre national là où PS, PC et Verts évolueront dans un cadre continental grâce à un accord avec leurs homologues européens. Elle peut en revanche venir d'un non anticapitaliste et internationaliste à un éventuel référendum sur la constitution européenne, dont l'organisation ne s'obtiendra pas sans combat.

Mais la sanction électorale ne peut tenir lieu de projet politique. Les militant(e)s libertaires doivent prendre la mesure de la crise de la représentation, mais aussi d'une demande de démocratie qui se concrétise à travers la sympathie pour les pratiques libertaires et autogestionnaires que l'on peut percevoir fréquemment. Organiser des résistances est nécessaire. S'engager dans l'auto-organisation de luttes et d'expériences concrètes est tout aussi indispensable.

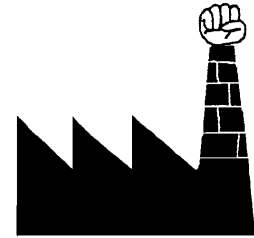
[Il s'agit, pour l'essentiel, de l'édito paru dans le mensuel "Alternative Libertaire" de mai 2004 (voir page 12)]



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Une Constitution pour l'Europe des Versaillais ?

Cela fait maintenant 50 ans que la bourgeoisie se sert des institutions européennes pour s'acharner contre le mouvement ouvrier et ses conquêtes sociales. Depuis 50 ans en effet, "l'Europe" n'aura été que le cadre de l'organisation du Capital, une structure de coercition et d'intégration des économies capitalistes des différents Etats qui la composent. L'Europe des commissaires de Bruxelles, des juges de Luxembourg, des banquiers de Francfort, des policiers de Schengen et des ersatz de députés de Strasbourg, c'est un demi-siècle de destruction des droits sociaux, de précarisation et paupérisation du salariat, de démantèlement des services publics, de marchandisation des biens et services, de dislocation des garanties collectives. En dépit de tous ses griffonnages juridiques et maquillages institutionnels, le seul projet politique européen reste ce qu'énonçait explicitement sa dénomination d'origine, aujourd'hui délibérément caché : un *Marché commun* !

Et c'est ce demi-siècle de régressions sociales qu'on nous propose aujourd'hui de constitutionnaliser ? qu'on nous impose de reconduire et d'élargir à 25 ? Avec un salaire horaire de 1,35 euros en Bulgarie, les effets bénéfiques (pour le Capital) de l'élargissement ne tarderont pas !...

Il ne peut pas y avoir d'Europe sociale dans le cadre de l'Union européenne ! Toutes les Chartes sociales que nous vend la sociale-démocratie européenne pour nous faire avaler le tatcherisme bruxellois se heurtent à la logique anti-sociale du *Marché commun*. Tous les boniments que déblatère l'Europe Arc en Ciel des gauches plurielles (rouge, rose, verte) sur l'Union comme rempart à la mondialisation et contre-pouvoir à l'impérialisme américain, et son chantage sur l'air du «*Sans l'Europe, ce serait encore pire*» sont contredits pas cette réalité incontournable : l'Union est le cadre, et Bruxelles l'instrument, de la mise en œuvre du capitalisme mondialisé en Europe.

A contrario, croire possible au sein d'un espace géographique sanctuarisé, la conservation des droits sociaux conquis à l'époque du compromis social-démocrate dans le cadre des Etats nations est une illusion funeste. Il faut bien sûr résister, et s'arc bouter sur la défense des conquêtes sociales à chaque niveau où elles ont été structurées. Mais le mouvement social en Europe doit impérativement répondre à la double exigence à laquelle il est confronté. Celle d'abord de porter le combat au niveau où sont définies les orientations et prises les décisions. Le mot d'ordre évolue – «*Sortir du SME*», «*Non à Maastricht et aux critères de convergence*», «*Rejet de la Constitution Giscard*» - mais la nécessité reste la même : la rupture avec la bureaucratie communautaire et ses politiques anti-sociales. Celle également de mise en relation des salariés d'Europe pour coordonner une mobilisation unitaire contre la politique de l'Union – c'est à dire mener la lutte des classes au niveau européen où s'est organisé le Capital.

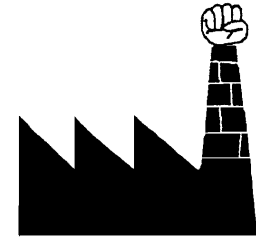
Aussi longtemps que, dans chaque pays, les mouvements sociaux en restent à la scène nationale; qu'ils se satisfont de la contestation de leurs gouvernements respectifs en laissant dans l'ombre et en paix les instances communautaires; qu'ils ne dénoncent pas la duplicité de leurs oppositions parlementaires qui, lorsqu'elles retrouvent le pouvoir, se fondent dans le même cadre communautaire pour y mener la même politique soumises aux mêmes directives dictées par les mêmes intérêts du Capital européen, ils confortent autant d'alternances gouvernementales stériles et enregistrent autant de désespérantes défaites.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Un régime à 6,88% de démocratie !

“On vous emm..., on continue”. Tel est au fond le message délivré en chœur par tous les gouvernements aux peuples d’Europe au lendemain d’élections qui, de Lisbonne à Riga, ont massivement dénoncé la politique de destruction des droits sociaux que coordonne Bruxelles et qui est mise en oeuvre dans chacun des pays de l’Union. 21,5% pour Schröder (le pire score du SPD depuis 45), 20% pour Berlusconi (le pire score de Forza Italia depuis sa création en 94), 20% pour Blair... Libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates, ex-communistes ou néo-chrétiens, quel que soit le logo, dès lors qu’ils gouvernent, tous les partis sont confrontés à une fronde électorale qui conteste les mesures qu’ils prennent. Et cela, sans même parler d’une abstention majoritaire qui atteint jusqu’à 80% en Europe de l’Est.

“On vous emm..., on continue” - ainsi que le déclare Ernest Antoine Medef dont le cynisme somme le gouvernement de profiter de l’absence d’élections pour accélérer et intensifier sa politique. “Allons-y, allons-y fort, allons-y vite”. Car, dans le cadre contraint de l’Union européenne, inévitablement, les gouvernements s’enfoncent toujours plus avant dans cette voie. Et 5 jours à peine après ce désaveu collectif, les voilà qui décident de constitutionnaliser leur politique de régression sociale.

Une nouvelle fois, les peuples d’Europe viennent d’exprimer très majoritairement leur hostilité à la “déconstruction sociale européenne”. Dès lors, l’analyse de la situation politique est-elle si compliquée? En France, tout particulièrement : qu’est ce qu’en effet Raffarin III ? Un gouvernement à 16,6%”, soit 1 électeur sur 6. Raffarin III, c’est 2,8 millions d’électeurs, c’est à dire 6,88% des inscrits ! 6,88% pour détenir tous les pouvoirs institutionnels! 6,88% pour liquider les conquêtes sociales issues de la Résistance! 6,88% pour saccager le pays! 6,88% ... Et il n’y aurait pas de crise institutionnelle? et il n’y aurait pas de crise de régime? et cette spirale de déroutes gouvernementales - 21 avril, 28 mars, 13 juin- ne serait pas l’expression de l’approfondissement de cette crise?

On comprend mieux dès lors le refus obstiné des directions syndicales, co-gestionnaires de cette crise, d’organiser la moindre mobilisation sociale et leur volonté plus ou moins masquée de contenir, voire d’enrayer les luttes, là où elles commençaient à se développer réellement, comme à EDF. Car le pouvoir gouvernemental est à ce point fragile qu’un mouvement social démasquerait aussitôt cette crise, contraindrait le pouvoir à la brutalité pour se maintenir et créerait une situation de rupture ouvrant sur l’inconnu.

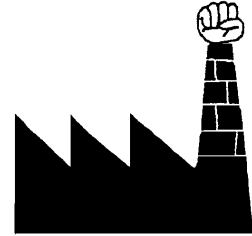
Qu’en l’absence de perspectives nouvelles, le corps électoral soit partagé entre défaitisme, fatalisme et refuge résigné vers des solutions anciennes - comme par exemple en France celle d’une sociale-démocratie défraîchie - ne fait que masquer la situation. Le mouvement social n’en continue pas moins de chercher une issue à la crise dans laquelle la nouvelle époque du capitalisme mondialisé le plonge. De manière certes moins ouverte mais tout aussi tenace, un travail se poursuit : la recherche des moyens théoriques et pratiques d’organiser, dans les conditions actuelles de la lutte des classes, la résistance des forces sociales à la dynamique présente du capital.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



La jungle constitutionnalisée !?

Au cours de cet été les forces du Capital ont encore gagné des batailles sur le terrain de la durée du travail. Soutenu par les gouvernements, le patronat est résolu à utiliser toutes les armes : blocage puis baisse des salaires directs, intensification de la productivité, diminution voire abolition du salaire indirect que les escrocs libéraux qualifient de "charges" patronales. Ils agissent actuellement sur l'augmentation hebdomadaire du temps de travail, après avoir modifié la durée annuelle et après avoir pesé lourdement sur la durée de carrière par le biais de la régression sur les retraites. Bref, l'exploitation extensive est une arme à nouveau massivement utilisée pour valoriser le capital.

Des félicitations de Schröder qui salue "l'accord de raison" de Daimler aux vociférations unanimes de la droite contre les 35 heures, tous les gouvernements sont complices de la mise en œuvre de la politique de démantèlement des droits sociaux définie au niveau communautaire, pour n'évoquer que ce niveau.

Dés lors, aucune des dénonciations officielles de ce "chantage à l'emploi", aucune indignation devant ce "recours aux pleins pouvoirs antisociaux", aucune stigmatisation de ce "droit de mettre au chômage" n'est crédible aussi longtemps que tous s'échinent à la mise en œuvre du cadre réglementaire qui autorise et encourage un tel arbitraire: la prétendue "Union" européenne. Une "Union" qui unifie à 48 heures la durée du travail et à 65 ans les retraites ! Une "Union" qui presse les entreprises "de tirer parti des atouts compétitifs des nouveaux Etats" (en clair : elle leur suggère de délocaliser) et leur promet "d'améliorer le cadre réglementaire pour limiter [leurs] obligations" (communiqué du 20 avril de la Commission) ! Une "Union" qui s'apprête à légaliser, via la directive Bolkenstein, la mise en place des "pavillons de complaisance" pour les services publics ! Une "Union" donc, qui loin de rapprocher les peuples, organise leur désunion et prétend désormais constitutionnaliser le principe qui la fonde : la concurrence sauvage entre les travailleurs.

"Non au chantage aux délocalisations" ! "Non à la jungle sociale" ! s'écrièrent hypocrites quelques politiciens. Qu'ils tirent alors les conséquences de leur indignation : le rejet d'un texte qui constitutionnalise la jungle libérale en Europe.

A l'occasion de la création de la lère Internationale en 1864, Marx constatait dans son adresse inaugurale qu'il n'y avait pas eu, après l'échec des révolutions de 1848, de solidarité d'action entre les travailleurs d'Europe, mais uniquement une "solidarité de défaite". La concomitance de l'offensive contre les 35 heures à Vénissieux et Sindelfingen est le dernier en date des exemples de cette "solidarité de défaite" qui marque depuis 30 ans le salariat européen.

Or il ne semble pas déraisonnable d'espérer que la campagne contre cette constitutionnalisation des pleins pouvoirs permanents au Capital puisse finalement être un pas en direction d'une "solidarité de victoire". Ce pourrait même être un grand pas si, de cette campagne pour le non, pouvait naître une dynamique de résistance sur l'ensemble des 25 pays membres; et si, alors, les peuples exploités se CONSTITUAIENT en UN peuple des exploités autour de luttes revendicatives essentielles. A la réécriture de l'internationalisme version jungle libérale, un soulèvement populaire pourrait alors opposer la CONSTITUTION d'une plate-forme où les richesses créées iraient à ceux qui les créent.

Reste à savoir quelle est la probabilité d'un tel scénario... Nulle, si on ne tente rien !

Vous n'allez quand même

**pas le laisser
recomposer
l'Internatio-
nale !?...**

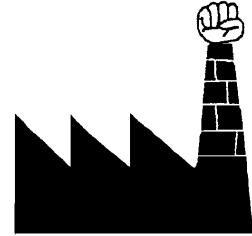


d'après
FOR
ORE

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



La chute du mur de Bruxelles ?

«C'est à nous qu'est revenu de faire le sale boulot». C'est par un tel aveu, franc et brutal, que le jeune Fabius expliquait, il y a 20 ans, la défaite annoncée de la gauche aux législatives de 1986. Il incarnait alors le virage «moderniste» et «libéral» d'un PS très fier de sa «culture de gouvernement». Et question «sale boulot», Fabius savait de quoi il parlait: blocage des salaires, dépeçage de la protection sociale, liquidation de secteurs industriels entiers...

Comme en écho à cette voix d'outre-tombe de la mitterrandie, c'est avec les mêmes arguments autoritaires, les mêmes regrets affligés devant les mêmes conséquences électorales que Schröder s'acquitte servilement de la même sale besogne – sous l'injonction d'un patronat local qui, au nom de l'élargissement à l'Est, prétend accélérer l'harmonisation européenne de la condition salariale. L'Institut économique de Munich déclare que le salaire des Allemands de l'Est doit, pour être concurrentiel, baisser et se rapprocher de celui des Polonais. De son côté le ministre Clement n'a rien de mieux à proposer, pour relancer la «compétitivité» de l'ex-RDA, qu'une «zone économique spéciale». Une «zone franche» donc, une de ces fameuses zones d'extraterritorialité sociale dont le capitalisme occidental est allé chercher en Chine «communiste» le modèle exemplaire.

L'harmonisation européenne que nous chante la sociale-démocratie pour justifier la constitutionnalisation du capitalisme sauvage n'est donc ni un mensonge, ni une chimère. C'est un cauchemar : toujours moins pour le social, toujours plus pour le capital.

La liquidation de «l'Etat social» en Allemagne se heurte à une résistance qui s'accroît et s'amplifie. Actuellement cristallisée contre le démantèlement de l'assurance-chômage (Hartz IV) et concentrée en ex-RDA, elle cherche à s'étendre socialement aux autres fractions du salariat et géographiquement aux Länder de l'Ouest. Encore une fois, c'est la nécessité et l'urgence d'une mobilisation unitaire qui s'impose. Unitaire entre les travailleurs de chaque pays par delà les statuts professionnels, les traditions politiques (communiste, anarcho-syndicaliste, socialiste...). Unitaire entre les travailleurs des différents pays de l'Union européenne contre ses institutions réactionnaires. Vociférateur au service des grands de ce monde, Cohn-Bendit veut faire croire qu'un rejet de la Constitution européenne isolerait le peuple français. Certes, en votant non, ce dernier s'opposerait à toute la classe dirigeante communautaire, mais serait en phase avec tous les travailleurs qui luttent dans leur pays contre la mise en œuvre, par leur gouvernement respectif, de la politique décidée à Bruxelles.

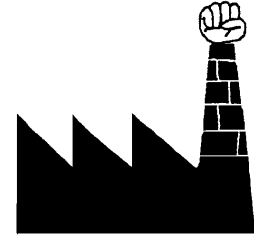
Il y a 15 ans, c'est de Leipzig qu'était parti le mouvement international qui allait voir s'effondrer le mur de Berlin et, par effet de domino, toutes les bureaucraties staliniennes vermoulues. Serait-ce de nouveau de Leipzig que partira le mouvement international qui verra s'effondrer à Bruxelles le mur de l'argent et cette autre bureaucratie vermoulue, la bureaucratie communautaire ? En dépit des tentatives des appareils politiques et syndicaux de freiner et diviser le mouvement, les 2 et 3 octobre Berlin doit voir converger dans une manifestation nationale la rébellion du salariat allemand contre le gouvernement Schröder... – en attendant donc que, débordant les cadres nationaux et les frontières mentales, marchent sur Bruxelles les millions de travailleurs de l'Europe des 25 opposés à la politique anti-sociale de l'Union européenne.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Défaitisme de classe

« *Tous les syndicats sont pour la Constitution européenne* ». Cette déclaration de Chérèque résume l'orientation générale que la CES s'efforce d'obtenir de toutes les organisations de salariés. Les instances dirigeantes de la CES ont apporté, le 13 juillet puis le 14 octobre, leur « *soutien ferme au Traité* ». Pour les confédérations françaises, c'est un peu plus nuancé : aucune n'est réellement contre la Constitution. Même si, parmi les 77 syndicats membres de la CES, il revient à FO le courage d'avoir voté –seul- contre la résolution d'approbation de la Constitution; mais ce n'est pas encore une position contre la Constitution, ni une mobilisation syndicale pour le Non au référendum. Mais, c'est tout de même un premier pas. Ce qui, en l'état, est loin d'être l'orientation de la CGT. Son représentant à la CES, Guy Juquel ne déclarait-il pas le 13 juillet : « *Il est indéniable que le traité constitutionnel représente une avancée réelle par rapport au Traité actuel (...) Nous avons besoin d'un débat sérieux (...) sur ce que peut apporter, comme point d'appui, le Traité pour faire avancer la dimension sociale de l'Europe.* » D'ailleurs, la presse bourgeoise ne s'y est pas trompée. Le Monde se félicitait de la position « *surprenante* » de la CGT qui refusait d'exprimer son opposition. Il y a 12 ans, elle avait mené une campagne résolue contre Maastricht.

En pleine offensive, le Capital ne concède plus de «grains à moudre». Si bien que le réformisme syndical, pour survivre, se contente d'un réformisme de régression. Depuis un certain temps déjà les hommes d'appareil ont pris la décision de s'en contenter mais sans clairement l'avouer. Adeptes désormais du défaitisme de classe, ils deviennent organisateurs d'abandons de luttes et de capitulations préventives ! Plus obscène et plus visible, le réformisme de régression de la CFDT est finalement moins dangereux que celui, encore sournois, de la direction de la CGT. Car derrière un discours (de moins en moins) revendicatif, Thibault –en s'appuyant sur des cadres de l'organisation et le légitimisme de certains adhérents- multiplient les compromissions qui sont autant de redditions. Reddition parfois sans condition comme vient de le montrer le conflit de Perrier où l'on vit ce spectacle irréal du secrétaire général de la CGT se faire la courroie de transmission du secrétaire général... de l'UMP. Tout cela pour obtenir la fin de la lutte des salariés en grève.



Au moment où le patronat avive la lutte des classes, l'exigence pour le capitalisme est double : empêcher l'apparition de toute forme autonome de combat social et intégrer le plus fermement possible toutes les formes organisées de contestation. Au premier rang desquelles, l'instrument historique du combat de classe du mouvement ouvrier : les syndicats. Ce réformisme de régression n'est que la politique du syndicalisme dégradé en corporatisme.

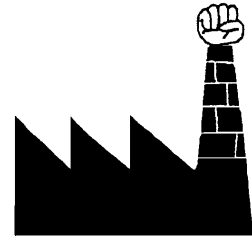
Avec une extraordinaire puissance d'intuition, Jack London, décrivait il y a un siècle dans le Talon de Fer, le processus d'intégration corporatiste des syndicats à la «ploutocratie». Et ces conséquences pour le mouvement ouvrier : disparition des organisations de classe, prolifération des castes, transformation de la lutte des classes en «révoltes d'esclaves»...

L'urgence et la nécessité du combat contre la CES –et contre la soumission de nos syndicats à ses orientations- sont un combat décisif contre ce projet politique funeste: l'intégration corporatiste des confédérations syndicales à l'oligarchie européenne et la constitutionnalisation d'une politique de collaboration de classe.

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Dépôt de bilan politique

«Si nous disons non au traité constitutionnel (...) on n'est plus dans l'inventaire, mais dans le dépôt de bilan». Le jour même du référendum interne au Parti Socialiste, son premier secrétaire François Hollande posait avec lucidité et dans toute sa vigueur les termes du débat qui a agité tout au long de ce trimestre la principale force politique de gauche en France. Un autre dirigeant avait précédemment déclaré que la victoire du «non» serait une remise en cause de l'orientation prise en 1982 lorsque s'ouvrait cette parenthèse de rigueur et d'austérité qui court toujours.

Depuis 20 ans qu'ils sont au bord de la faillite et qu'ils s'en sont accommodés, on ne pouvait sérieusement attendre de ce qui reste d'adhérents d'un parti qui n'est même plus social-démocrate, qu'ils déposent eux-mêmes le bilan en votant majoritairement «non» - d'autant que le sursaut légitimiste du marais aura pesé lourd dans la balance. Pourtant, chez ceux qui s'étaient prononcé il y a douze ans à 100% et plus pour Maastricht, le «oui» ne domine plus de manière écrasante. Car progressivement, chacun constate, chacun fait l'expérience concrète et directe du caractère profondément anti-sociale des institutions européennes et des politiques qu'elles imposent à chacun des Etats de l'Union.

Le meilleur argument contre l'Union européenne, contre la Constitution, c'est l'Union Européenne elle-même. Car la Constitution ne fait que légitimer constitutionnellement la situation actuelle de l'Europe: régression des droits sociaux, démantèlement des garanties collectives, liquidation des conquêtes sociales, chômage, précarité, paupérisation... C'est pourquoi, en dépit de toute la propagande bourgeoise, de ses médias, de ses organisations politiques, de ses intellectuels, en dépit des résistances et refus des directions des appareils politiques et syndicaux - et tout particulièrement de la CGT - de se mobiliser pour favoriser la victoire du «non», en dépit du chantage au chaos que l'on va nous servir, les conditions objectives poussent le salariat à rejeter un texte qui codifie, encourage et accélère la dégradation de sa situation matérielle. Ce n'est pas d'abord contre la Constitution européenne que va voter le peuple français, c'est contre toutes ces décennies de régression et de politiques anti-sociales conduites alternativement par la droite et la gauche.

La victoire du «Non» au référendum est nécessaire; elle est surtout possible. Car la colère et la révolte contre la marche forcée du capitalisme européen, cette colère et cette révolte qui se sont exprimées dans les urnes (21 avril 2002 et 28 mars 2004) et dans la rue (mai-juin 2003), continuent de couvrir de manière ardente. Elles peuvent cette fois infliger une gifle électorale conjointe et commune aux forces gouvernementales coalisées qui en portent la responsabilité, l'UM-PS, et entrouvrir la perspective d'une orientation politique en rupture avec le capitalisme.

